

# CONVENTION POUR LE FINANCEMENT D'UN POST-DOCTORAT

ENTRE :

L'association « Loi 1901 » Agir pour l'école, numéro SIRET : 529 890 154 000 22, dont le siège est sis 59, rue La Boétie, 75 008 Paris, représentée aux fins des présentes par son Président, Laurent Bigorgne.

Ci-après désignée par « Agir pour l'école »

D'UNE PART

ET :

L'Université Lyon 2, Etablissement public, 196 917 751 000 14, dont le siège est situé au 18 quai Claude Bernard, 69365 Lyon Cedex 07, représentée par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER.

Agissant tant en son nom que dans le cadre des activités du Laboratoire d'Etudes des Mécanismes Cognitifs (EMC, EA 3082), dont le directeur est Monsieur Bernard LETE.

ci-après dénommée « Université Lyon 2 »

D'AUTRE PART

Ci-après désignés collectivement par les « Parties » et/ou individuellement par « la Partie »

PREAMBULE :

Dans le cadre de ses actions, l'association Agir pour l'école a choisi d'expérimenter pour réduire l'échec scolaire. A ce titre elle soutient la recherche et la formation des professionnels.

## **EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :**

### **ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les modalités et les conditions dans lesquelles Agir Pour l'Ecole verse une contribution financière à l'Université Lyon 2 en vue de la réalisation d'un projet de recherche dans le cadre d'expérimentation de nouvelles méthodes d'apprentissage du vocabulaire fondées sur des recherches scientifiques sérieuses.

Dans ce cadre, le laboratoire et l'Association décident d'effectuer en commun une étude ci-après désignée :

« Création et expérimentation d'un outil numérique d'apprentissage du vocabulaire dans les classes de CP des réseaux d'éducation prioritaire »

Ci-après désignée « l'ETUDE ».

Un programme détaillé de l'étude est donné en annexe à la présente convention « Annexe 1 – Projet de post-doctorat ».

Cette ETUDE conduira notamment au recrutement d'une post-doctorante dont la mission sera de faire des analyses quantitatives et de rédiger des articles scientifiques portant sur les expérimentations de l'association, de conduire des évaluations dans des classes, et de participer à des expérimentations, notamment pour le projet numérique.

Ce projet sera dirigé par les professeurs Bernard Lété, Annie Magnan et Jean Ecalle, Responsables scientifiques du Projet.

Cette ETUDE sera conduite selon les termes du protocole scientifique établi par Agir Pour l'Ecole en collaboration avec les Responsables scientifiques dont une copie est annexée à la présente convention. Les Responsables scientifiques dirigent et contrôlent les travaux objets des présentes et s'engagent à respecter les termes dudit protocole scientifique.

### **ARTICLE 2 - DATE D'EFFET – DUREE**

La présente convention prend effet du 1<sup>er</sup> avril 2019 au 31 août 2020, sans préjudice des stipulations de l'article 6 destinées à lui survivre.

### **ARTICLE 3 – MODALITES FINANCIERES**

La contribution financière d'Agir Pour l'Ecole est de 37 700 euros HT soit 45 240 TTC. Elle sera versée pour moitié à la signature de la convention et pour moitié en Septembre 2019. A chaque fois, l'Université Lyon 2 émettra un appel de fonds.

4

L'appel de fonds est à adresser à l'attention de :

Karen DIVET  
Agir pour l'école  
59 rue La Boétie  
75 008 Paris

L'Université Lyon 2 s'engage à utiliser l'intégralité de la présente contribution financière exclusivement aux fins de la réalisation du Projet, selon la répartition suivante :

- Frais de personnel – Recrutement d'une post-doctorante : 32.500 euros HT
- Frais de gestion : 5.200 euros HT

Le versement de la contribution financière d'Agir Pour l'Ecole est effectué par chèque ou par virement bancaire, sur le compte bancaire ouvert au nom de L'Université Lyon 2, dont les coordonnées sont les suivantes :

Titulaire du compte : Université Lumière Lyon 2
Agence Comptable Banque : Trésorerie Générale du Rhône
Adresse : 3 rue de la Charité 69268 Lyon cedex 02
Code banque : 10071
Code Guichet : 69000 N° de compte : 00001004332
IBAN : FR76100716900000000100433266 BIC : TRPUFRP1

Les frais de voyage, de reprographie et de traduction relatifs au projet seront pris en charge par Agir pour l'école.

## **ARTICLE 4 – OBLIGATIONS**

### **4.1. Déroulement du Projet**

L'Université Lyon 2 s'engage à informer Agir Pour l'Ecole de toute situation susceptible d'affecter le déroulement normal de la présente convention.

L'Université Lyon 2 désignera un interlocuteur unique et permanent qui communiquera des rapports réguliers à Agir Pour l'Ecole rendant compte de ses activités dans le cadre du Projet, cité en objet de la présente convention.

L'Université Lyon 2 se porte fort vis-à-vis d'Agir Pour l'Ecole que le Projet ne bénéficie d'aucun soutien financier autre que celui d'Agir Pour l'Ecole et de l'Université Lyon 2.

### **4.2. Comptes rendus**

Au terme de la convention, l'Université Lyon 2 s'engage à remettre à Agir Pour l'Ecole :

4

- un rapport d'activité scientifique du Projet soutenu par Agir Pour l'Ecole présentant l'avancement des travaux et les résultats obtenus ;
- un bilan financier détaillé attestant des dépenses mandatées et accompagné des pièces justifiant cet usage.

Les fonds versés seront exclusivement utilisés pour l'usage décrit à l'article 1. Agir Pour l'Ecole pourra demander toutes les pièces justifiant cet usage. Les fonds non utilisés pour le Projet précité devront être reversés à Agir Pour l'Ecole sauf accord donné par cette dernière pour utilisation pour un autre projet.

## ARTICLE 5 – PROPRIETE DES RESULTATS ET EXPLOITATION

### **5.1 Propriété des résultats**

#### **5.1.1 Connaissances non issues du projet**

Chaque Partie reste seule propriétaire de ses connaissances propres antérieures au début du projet ou qu'elle développera indépendamment du projet.

Les résultats portant sur l'objet du projet mais non issus des travaux exécutés dans le cadre de la présente convention, appartiennent à la partie qui les a obtenus. L'autre Partie ne reçoit sur les titres de propriété intellectuelle et le savoir-faire correspondant aucun droit du fait du présent contrat.

#### **5.1.2 Résultats communs**

Les résultats communs issus des travaux exécutés dans le cadre de la présente convention, ci-après les « Résultats », appartiennent conjointement aux Parties, sous réserve des droits des tiers, dès lors qu'ils ont été obtenus grâce à la contribution d'au moins un employé de chaque Partie.

Les rapports qui formalisent les Résultats du projet sont soumis à la législation en vigueur en matière de droit d'auteur. Un « Auteur » est défini comme celui qui a pris une part active à la rédaction d'un ou plusieurs rapports.

### **5.2 Exploitation des résultats**

#### **5.2.1 Utilisation à des fins non commerciales**

Chaque Partie pourra utiliser librement et gratuitement les Résultats pour ses besoins propres de recherche et d'enseignement.

Sous réserve des droits des tiers et des stipulations prévues à la présente convention, le Laboratoire pourra utiliser ou publier tout article, ouvrage, rapport ou tout autre support, à caractère scientifique ou général, reproduisant ou se référant au rapport final issu du projet ainsi que présenter les Résultats du projet lors de manifestations scientifiques ou dans des revues scientifiques à comité de lecture.

7

### **5.2.2 Exploitation à des fins commerciales**

Il n'est pas, en principe, attendu de retombées industrielles et commerciales directes ou indirectes des Résultats du projet.

Dans l'hypothèse où des Résultats s'avéreraient susceptibles de faire l'objet d'une exploitation industrielle et commerciale, les Parties se rencontreront et conviendront des modalités de cette exploitation dans un accord spécifique. Dans le cas où ces Résultats devaient faire l'objet d'une valorisation, une convention spécifique sera alors conclue entre les Parties. Les Parties désigneront parmi elles un organisme valorisateur, étant entendu que la Partie désignée comme organisme valorisateur s'engage à répartir les produits générés entre les Parties au prorata de leurs apports intellectuels et financiers, après remboursement des éventuels frais de propriété industrielle.

### **5.3. Marques et logos**

La présente convention n'a ni pour objet ni pour effet de conférer un droit quelconque à l'Université Lyon 2 sur les marques, logos, noms de domaine, et autres signes distinctifs appartenant à Agir Pour l'Ecole autre que les droits d'utilisation pour les supports prévus aux présentes.

Le logo Agir Pour l'Ecole ainsi que toute référence à Agir Pour l'Ecole ne pourront être utilisés que dans des conditions telles qu'en aucune manière, il ne puisse être porté atteinte à l'image, à la réputation ou à la notoriété d'Agir Pour l'Ecole.

Ainsi, il est expressément convenu qu'Agir Pour l'Ecole pourra s'opposer à toute communication, publication ou message qui ne serait pas conforme aux dispositions de la présente convention et notamment à l'éthique d'Agir Pour l'Ecole. Le logo Agir Pour l'Ecole ainsi que toute référence à Agir Pour l'Ecole ne pourront être utilisés sans l'accord préalable et écrit d'Agir Pour l'Ecole.

Toute utilisation des signes distinctifs précités devra respecter les impératifs (charte graphique) communiqués par Agir Pour l'Ecole à l'Université Lyon 2 et l'Université Lyon 2 s'engage à respecter l'intégralité des droits sur le logo d'Agir Pour l'Ecole et ne devra susciter aucune analogie dans l'esprit du public à quelque fin que ce soit, et par quelque mode que ce soit.

Il est précisé qu'à l'issue de la présente convention, pour quelque cause que ce soit, l'Université Lyon 2 ne pourra se prévaloir d'un droit quelconque sur le logo d'Agir Pour l'Ecole et l'Université Lyon 2 devra cesser dès l'échéance de la présente convention toute utilisation du logo d'Agir Pour l'Ecole.

## **ARTICLE 6 – CONFIDENTIALITE**

Les Parties s'engagent à considérer comme confidentielles les informations de toute nature qu'elles auraient pu recueillir à l'occasion des contacts avec les services de l'autre Partie. Ces informations sont ci-après désignées par « Informations confidentielles ». Les



Parties s'engagent à faire prendre le même engagement à toutes personnes impliquées dans le Projet.

Ne seront toutefois pas considérées comme confidentielles, les informations pour lesquelles la Partie qui les aura reçues pourra démontrer par écrit qu'elles :

- étaient dans le domaine public à la date de leur communication ou étaient mises dans le domaine public par un tiers de bonne foi ou,
- étaient déjà connues de la Partie les recevant à la date d'entrée en vigueur de la présente convention ou,
- ont été par la suite reçues d'un tiers ayant le droit d'en disposer.

Cette obligation de confidentialité restera en vigueur pendant la durée de la présente convention et cinq (5) ans après son échéance ou sa résiliation.

## **ARTICLE 7 – PUBLICATION ET ACTIONS DE COMMUNICATION**

### **7.1 - Principes généraux**

Sans préjudice des stipulations des articles 7.2 et 7.3, Agir Pour l'Ecole et l'Université Lyon 2 pourront séparément ou conjointement, faire état :

- de la signature de la présente convention par l'Université Lyon 2 et Agir Pour l'Ecole, sans toutefois en divulguer la teneur exacte,
- du financement réalisé par Agir Pour l'Ecole, sans toutefois divulguer le montant de la contribution financière d'Agir Pour l'Ecole
- de l'intitulé du Projet et des objectifs généraux du Projet dans les termes définis par l'Université Lyon 2.

Ces stipulations demeureront en vigueur nonobstant l'expiration ou la résiliation de la présente convention.

### **7.2 – Actions de communication**

L'Université Lyon 2 s'engage :

- à accueillir les représentants d'Agir Pour l'Ecole aux conférences de presse et événements autour du Projet précité.
- à reproduire, de façon visible et lisible, le logo d'Agir Pour l'Ecole et/ou la mention "Ce projet de recherche est soutenu par l'association « loi 1901 » Agir Pour l'Ecole" sur les supports de communication relatifs au projet précité et ce sur tout type de supports : programmes, avant programmes, invitations, plaquettes, dossiers de presse, annonces presse, communiqué de presse, affichage, supports multimédias ... Une validation préalable devra être faite par écrit par Agir Pour l'Ecole.
- dans le cas où l'Université Lyon 2 disposerait d'un site internet, à faire apparaître le logo d'Agir Pour l'Ecole dans les rubriques relatives au Projet précité. Un lien sera fait depuis ce logo vers le site [www.agirpourlecole.org/](http://www.agirpourlecole.org/)

- dans tout article, reportage, interview auprès des différents organes de presse (écrite ou audiovisuelle) à s'efforcer à citer ou à faire apparaître le soutien d'Agir Pour l'Ecole sous la mention précitée.

- à veiller à ce qu'aucune publicité relative à des produits ou services directement concurrents d'Agir Pour l'Ecole ne figure sur les supports de communication relatifs à ce projet.

Les logos et annonces seront transmis par Agir Pour l'Ecole.

L'Université Lyon 2 concède à Agir Pour l'Ecole la licence de l'intégralité des droits dont l'Université sera titulaire sur les photographies qu'elle aura réalisées dans le cadre du Projet, au fur et à mesure de leur réalisation.

Ces photographies pourront être utilisées par Agir Pour l'Ecole exclusivement en vue d'une diffusion et d'une représentation sur les réseaux et supports internes et/ ou sur le site internet d'Agir Pour l'Ecole.

### **7.3 - Publications ou communications scientifiques**

Afin de participer à la lisibilité de l'action d'Agir Pour l'Ecole, l'Université Lyon 2 s'engage à faire mention du concours apporté par Agir Pour l'Ecole à la réalisation du Projet dans les publications et communications scientifiques liées au Projet. Cette mention sera apposée au niveau des remerciements et sera rédigée de la façon suivante, ou sous une forme similaire : « Le Projet a reçu, pour sa réalisation, le concours d'Agir Pour l'Ecole. ». Il est précisé que cet engagement constitue une obligation de résultat pour l'Université Lyon 2.

L'Université Lyon 2 est donc, pour ces publications ou communications scientifiques, expressément autorisé par Agir Pour l'Ecole à faire usage du nom d'Agir Pour l'Ecole.

## **ARTICLE 8 - CONFORMITES AVEC LES LOIS ANTI-CORRUPTION**

L'Université Lyon 2 s'engage à mener ses activités de façon équitable et honorable, avec intégrité et honnêteté et en conformité avec l'ensemble des lois et conventions internationales qui s'appliquent en la matière.

L'Université Lyon 2 se conforme et accepte de se conformer à toutes les lois anti-corruption applicables dans les pays ou territoires où elle exerce ses activités.

L'Université Lyon 2 n'a pas et n'a jamais fait d'offre, de promesse ou de don direct ou indirect d'argent ou de tout autre avantage

- à tout agent ou employé d'un État,
- à tout parti politique et/ ou élu et/ ou candidat à un poste politique,
- à tout employé d'une entité propriété ou contrôlée par un État,
- à tout employé d'une organisation internationale publique,

4

- à une personne dirigeant ou travaillant à quelque titre que ce soit, pour une entité du secteur privé dans l'intention d'obtenir ou de conserver ou d'influencer, en contrepartie, une transaction ou un avantage particulier.

L'Université Lyon 2 n'a jamais sollicité, demandé, accepté de recevoir tout objet, don ou service de la part d'un agent public tel que :

- tout agent ou employé d'un État,
- tout parti politique et/ ou élu et/ ou candidat à un poste politique,
- tout employé d'une entité propriété ou contrôlée par un État,
- tout employé d'une organisation internationale publique,
- ou de toute personne dirigeant ou travaillant à quelque titre que ce soit, pour une entité du secteur privé dans l'intention d'obtenir ou de conserver ou d'influencer, en contrepartie, une transaction ou un avantage particulier.

## **ARTICLE 9 – RESILIATION**

### **9.1 – Résiliation en cas de force majeure**

Si une Partie se trouvait dans l'impossibilité de remplir ses obligations contractuelles du fait d'un cas de force majeure, l'exécution du Projet et de la présente convention serait suspendue pendant le temps où cette Partie se trouve dans l'impossibilité d'exécuter les obligations concernées. La Partie ainsi empêchée s'engage à informer l'autre Partie dans les plus brefs délais de l'évènement dont elle est victime et des causes y afférent, par lettre recommandée avec accusé de réception. Les obligations de la présente convention reprendront vigueur dès que l'effet d'empêchement dû à la force majeure cessera, pour la durée restant à courir à la date de survenance dudit cas de force majeure. La reprise de l'exécution sera notifiée dans des formes identiques à la notification de l'empêchement.

Dans le cas où une telle suspension excéderait trois (3) mois, chaque Partie pourra demander qu'il soit mis fin, de plein droit, à la présente convention et à l'exécution du Projet, à moins que les Parties ne conviennent, après s'être concertées, de les modifier pour les adapter aux circonstances nées de la force majeure. Cette solution devra être expressément acceptée par les Parties.

### **9.2 – Résiliation pour inexécution**

La convention peut être résiliée de plein droit par l'une des Parties en cas d'inexécution par l'autre Partie d'une ou de plusieurs de ses obligations au titre de la présente convention, dans la mesure où la Partie fautive n'a pas remédié à son manquement dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification de son manquement par lettre recommandée avec accusé de réception.

La cessation de la présente convention ne pourra en aucune manière donner lieu au versement d'une quelconque indemnité, sous réserve de l'éventuel reliquat constaté sur les sommes versées par Agir Pour l'Ecole au titre de son soutien financier.

4



Les Parties sont tenues d'exécuter leurs obligations jusqu'à la date de résiliation effective de la convention.

#### **ARTICLE 10 : RESPONSABILITE**

Conformément au droit commun chaque Partie répond vis à vis de l'autre Partie et des tiers à la présente convention des dommages de toute nature survenus à l'occasion de l'exécution ou de l'inexécution de ses obligations contractuelles résultant de la présente convention, y compris de celles qu'elle confierait à quelque titre que ce soit à un tiers connu ou inconnu de l'autre Partie.

Chaque Partie exécute ses obligations dans le cadre d'une obligation de moyens, sans préjudice des dispositions de l'article 7.3.

#### **ARTICLE 11 : INDEPENDANCE DES PARTIES**

Aucune des Parties ne peut prendre un engagement au nom et/ou pour le compte de l'autre Partie.

Chaque Partie demeure seule responsable de ses actes, allégations, engagements, prestations et personnels.

#### **ARTICLE 12 : TITRES**

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, le ou les titres seront déclarés inexistants.

#### **ARTICLE 13 : NON RENONCIATION**

Il est formellement convenu que toute renonciation ou tolérance d'une des Parties à l'application de tout ou partie des engagements prévus à la convention, quelles qu'en aient été la fréquence et la durée, ne saurait valoir modification de la présente convention, ni engendrer un droit quelconque.

#### **ARTICLE 14 : NULLITE D'UNE CLAUSE**

Au cas où une stipulation quelconque de la présente convention doit être invalidée pour une raison quelconque, cette invalidation n'aura aucun effet sur la validité des autres stipulations de la convention.

Les Parties s'efforceront de bonne foi de remplacer toute stipulation ainsi invalidée par une stipulation d'un effet aussi identique que possible.

#### **ARTICLE 15 : INTEGRALITE DE LA CONVENTION**

Les Parties conviennent que la présente convention représente l'intégralité de leurs accords quant à son objet et remplace, annule et prévaut sur toutes conventions ou documents

4

antérieurs qu'ils ont pu conclure ou se communiquer, ayant un objet identique ou semblable à celui de la présente convention. Toute modification de la présente convention nécessitera un accord écrit de toutes les Parties.

#### **ARTICLE 16 : CESSIION/TRANSFERABILITE**

La considération des Parties à la présente convention a été déterminante dans le consentement donné par l'autre contractant.

La présente convention ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gratuit, par l'une ou l'autre des Parties, sans l'accord exprès et préalable de l'autre Partie.

#### **ARTICLE 17 : ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, domicile est élu par les Parties à leur domicile et siège social respectifs.

#### **ARTICLE 18 : DROIT APPLICABLE – JURIDICTION COMPETENTE**

La présente convention est régie par le droit français. Les Parties s'engagent à trouver une solution amiable à tout litige pouvant naître de la validité, de l'interprétation, de l'exécution ou de la cessation de la convention. Au cas où elles n'y parviendraient pas dans un délai maximal de trente (30) jours, les Parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des juridictions compétentes

#### **ARTICLE 19 : ANNEXES**

L'annexe 1 « Projet post-doctorat » ci-après fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à Paris, le 06/02/2019 en deux (2) exemplaires originaux,

Pour l'Université Lyon 2, la Présidente, Nathalie Dompnier

Pour l'Association Agir Pour l'Ecole, le Président, Laurent Bigorgne

